



**Soyons
actrices et acteurs
d'une économie
sociale et
solidaire**

MEMORANDUM

SAW·B



L'économie ICI ET MAINTENANT
sociale et solidaire

Sommaire

A	Repenser l'économie sociale : une vision nouvelle pour favoriser son essor	3
B	Renforcer la Confiance : un levier d'innovation sociale et d'impact social amplifié	6
C	Des revendications sectorielles et transversales	9
	1. Subventionner en partie et de manière structurelle les repas distribués dans les collectivités.	10
	2. Développer des législations environnementales et sociales exigeantes qui mettent toutes les entreprises sur le même pied pour éviter que les bons comportements ne soient défavorisés par des politiques qui favorisent les produits fabriqués dans des conditions sociales mauvaises et respectant peu ou pas l'environnement.....	11
	3. Intégrer l'économie sociale et solidaire dans les programmes scolaires dès le secondaire et dans toutes les disciplines	13
	4. Soutenir et renforcer l'accompagnement psychosocial des stagiaires en formation afin de mieux soutenir l'insertion.....	14
	5. Faire respecter la réglementation sur l'intégration des clauses responsables (clauses sociales, éthiques, environnementales et circulaires) dans les marchés publics et généraliser l'obligation d'envisager l'intégration de ces clauses et de justifier sa décision (à tout le moins pour les marchés supérieurs à 140.000€).....	15
	6. Augmenter la TVA sur les produits polluants et sur des produits non essentiels (kérozène, les fraises en hiver...).....	16
	7. Développer des législations innovantes qui facilitent des modèles alternatifs en matière de logement.....	17
	8. Favoriser l'accompagnement dans l'accès au logement et dans sa pérennité.....	18
	9. Reconnaître les entreprises de travail adapté (ETA), acteur majeur de l'ESS et acteur économique à part entière.	20
	10. Elargir les critères des instruments financiers publics destinés aux coopératives d'économie sociale.	21
	11. Garantir la pérennité de l'éducation permanente.	22
	12. Reconnaître et affirmer le rôle prépondérant de la culture pour le vivre-ensemble et la vigueur démocratique.....	23
	13. Favoriser les plans diversité dans les entreprises ESS sur le modèle développé par Actiris. ..	24
	14. Soutenir l'entrepreneuriat social au féminin et pour les personnes issues de la diversité.	25
	15. Reconnaître, valoriser et subventionner aussi bien la composante technique qu'humaine des actions dans le secteur psycho-médico-social. La personne est un tout !	26
	16. Agir sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé par une meilleure intégration de la santé dans l'ensemble des politiques publiques.....	27
	17. L'accès aux aides pour les asbl et les entreprises partagées.....	28
	18. Former les acteurs économiques publics à l'économie sociale et solidaire.....	30



Repenser l'économie sociale

Une Vision Nouvelle
pour Favoriser son Essor

La plupart d'entre nous connaissent l'effet Pygmalion, prophétie autoréalisatrice qui génère une amélioration des performances d'un sujet en fonction du degré de croyance en sa réussite venant d'une autorité ou de son environnement. On connaît moins bien son contraire, l'effet Golem, selon lequel des attentes moins élevées provoquent de moins bonnes performances.

L'économie sociale, d'une certaine manière, souffre un peu de cet effet Golem. Nous sommes appréciés, «on nous aime bien», on reconnaît notre utilité et notre travail, mais on ne croit pas vraiment en nous. En tout cas, pas dans notre capacité à être un acteur économique à part entière. Nous sommes difficiles à cerner en raison notamment de nos particularités et de notre diversité. Tout en ressemblant à d'autres acteurs, nous construisons hors des murs, avec la volonté pour certains interlocuteurs de vouloir nous faire rentrer dans des cadres plus formels, d'adopter des comportements qu'ils connaissent, qu'ils comprennent.

Professionnalisez-vous ! Pensez grand ! Changez d'échelle ! Garantisiez-nous un rendement à deux chiffres ! On investit davantage alors on doit avoir plus de poids ! Ces injonctions font partie des remarques que l'économie sociale entend régulièrement. Soyez différents mais surtout faites comme les autres, en quelque sorte.

Ces mots, nous les avons entendus plus d'une fois, encore récemment. Ils nous frustrant, nous irritent et nous dépitent parfois. Heureusement, nous ne sommes pas de nature à baisser les bras. Autrement, nous n'aurions pas choisi de développer, soutenir ou travailler dans l'économie sociale.

Partant de ces constats, nous avons décidé qu'il était temps de changer le regard porté sur nous et de vous inviter à changer de focale : croyez en nous, mettez toutes les chances de notre côté, **faites de nous vos partenaires dans le développement économique** et vous verrez comme l'économie sociale va se déployer !

Pour vous, les risques d'y perdre sont faibles. **POUR NOUS, CELA PEUT TOUT CHANGER.**

En tant que fédération couvrant tout le champ de l'économie sociale et rassemblant tant des responsables d'entreprises que des travailleurs et travailleuses de première ligne, SAW-B construit depuis sa création des ponts entre des personnes, des entités, des mondes habituellement mis en opposition. Nous portons, en soutien aux acteurs qui composent la diversité de l'ES, **des revendications sectorielles et transversales**. Mais celles-ci ne peuvent prendre leur ampleur qu'en tenant compte de deux mesures structurelles essentielles pour le déploiement d'une économie sociale au service de l'avenir.

1. Des **référents économie sociale** dans les cabinets ministériels et dans les administrations tout en renforçant la direction de l'économie sociale.
2. Des **acteurs de l'ES consultés et impliqués** auprès des organismes économiques et financiers publics et parapublics, locaux et régionaux.

Ces **deux mesures, neutres financièrement**, sont centrales pour reconnaître l'économie sociale, mais surtout pour lui permettre de jouer pleinement son rôle dans la réponse aux enjeux sociaux et environnementaux actuels et à venir. Cette place est aujourd'hui reconnue au niveau

mondial et européen et les gouvernements sont invités à développer une politique forte dans ce domaine.

Dans le même ordre d'idée, SAW-B plaide, comme cela se fait en France, pour l'élargissement de la notion d'économie sociale à l'économie sociale ET solidaire (ESS). Ce changement d'appellation visibilise les acteurs solidaires de l'ESS et favorise une meilleure compréhension internationale. Elle permet en outre de valoriser le rôle économique joué par de nombreux acteurs de la solidarité tout en renforçant l'engagement démocratique de ces structures.

Ensemble, soyons les **pionniers de cet avenir économique, social et environnemental** ! Faisons plus et mieux, ensemble.

Jean-François Herz et Quentin Mortier
Co-directeurs de SAW-B



Renforcer la confiance

Un Levier d'Innovation Sociale
et d'Impact social Amplifié

Pour exploiter pleinement son potentiel, l'économie sociale et solidaire doit préserver son autonomie, tant dans sa gestion que dans sa capacité à répondre aux besoins sociaux. Cette liberté associative repose sur un cadre de confiance préétabli, où les acteurs institutionnels partent du principe que **les structures visent l'intérêt général**.

Cependant, au fil des années, les subventions accordées aux entités de l'économie sociale et solidaire deviennent de plus en plus conjoncturelles et de moins en moins structurales. Ces **financements sont souvent alloués pour des périodes courtes, ce qui entrave une mise en œuvre pérenne de leurs finalités**. De plus, ils négligent encore trop souvent les indispensables fonctions de soutien internes telles que la gestion financière, la gestion des ressources humaines, l'administration, la coordination et la communication, même si des avancées significatives existent. Les ressources sont principalement orientées vers des actions concrètes sur le terrain, ignorant ainsi les besoins fondamentaux de toute structure pour assurer son bon fonctionnement. Ces professions discrètes, mais cruciales, sont essentielles à la survie des structures, aussi bien au sein de l'économie sociale et solidaire qu'ailleurs.

De tels apports à la collectivité ne méritent-ils pas d'être davantage et unanimement défendus/soutenus ?

Bien souvent, dans l'opinion publique, les subventions sont perçues de manière négative, alors que, simultanément, les aides aux entreprises et les réductions fiscales et sociales sont considérées comme essentielles et normales. Pourtant, l'économie sociale et solidaire assume des missions d'intérêt général, allant de l'insertion sociale à l'action citoyenne, en passant par la santé, la prévention, le logement, l'alimentation, l'accès au numérique, la culture et la mobilité. Tout cela s'accompagne de la création d'emplois locaux et de contributions au développement économique des territoires où elle est active, à travers l'ensemble de la Belgique.

La méfiance et les craintes quant à l'utilisation pertinente des subventions par les structures, souvent liées à une méconnaissance de l'économie sociale et solidaire de la part des organismes de contrôle, se traduit régulièrement par un renforcement des mesures de contrôle et une inflation administrative, amplifiée par une dispersion des politiques. Comme si l'accumulation de livrables et d'indicateurs était le meilleur moyen de vérifier la qualité des actions menées. Il n'est pas rare de constater que des structures bénéficient de plus de cinq (voire jusqu'à une dizaine) de subventions et doivent justifier leur utilisation de manière rationnelle et adéquate, et ce, selon autant d'approches différentes. Tout cela sans nécessairement bénéficier de moyens supplémentaires pour la justification, l'évaluation et la gestion.

Dans une enquête que nous avons menée en 2021 auprès d'une soixante d'entreprises et associations¹ de l'ESS, les responsables de structures ont souligné les conséquences de cette évolution des subventions. Celles-ci touchent notamment au bien-être au travail, à la sécurité d'emploi, mais également à l'innovation sociale. Les mesures de contrôle, conçues en amont des projets sans possibilité de modification, et la durée limitée des subventions restreignent l'innovation sociale. En effet, les indicateurs de réalisation et de résultats préétablis déterminent l'action, et il

1 - Les résultats de cette enquête sont disponibles sur simple demande à j.clotuche@saw-b.be

est difficile, voire impossible, de s'en affranchir, même lorsque ces indicateurs ne sont plus pertinents ou ne correspondent plus à la réalité du terrain ou aux publics impliqués. Peu importe, il faut continuer à suivre le plan établi plusieurs mois ou années auparavant. Cette logique entrave également la possibilité de fonctionner selon le principe d'essais-erreurs, inhérent à toute démarche d'innovation.

Bien que nous critiquions cette méfiance à l'égard d'une utilisation pertinente et efficace des subventions, nous ne nions pas la nécessité de justification des financements publics et de contrôle. Toutefois, nous plaidons en faveur d'une approche basée sur la confiance et le partenariat. Le développement et/ou le renforcement des auto-évaluations, ainsi que des évaluations axées sur la finalité sociale poursuivie, sont cruciaux. Ils jouent un rôle essentiel tant dans le bien-être des équipes que dans la stimulation de l'innovation sociale. Ces conditions, nécessaires, sont cependant insuffisantes pour le développement et la pérennisation de l'innovation sociale qui a également besoin qu'on fasse évoluer les législations pour des projets hors cadre. En effet, l'innovation se crée à travers des projets qui proposent de nouvelles approches, souvent interdisciplinaires, et qui, par définition, ne rentrent pas dans des cases. Favoriser l'innovation nécessite donc une lecture tout aussi innovante des aides et subventions qui transcende les cloisonnements sectoriels. **C'est en intégrant cette confiance dans les financements qu'on pourra amplifier et multiplier l'impact social des entreprises d'économie sociale et solidaire.**

L'impact social², et son évaluation, sont des notions émergentes ces dernières années. De nombreux outils existent pour évaluer l'impact social d'une initiative. Malheureusement, ceux-ci servent presque toujours à mesurer de la performance extra-financière et du résultat, plutôt qu'à déterminer les effets, les conséquences et la capacité d'une structure à répondre à un besoin social. Il importe, au-delà de ces outils, de soutenir et de renforcer les démarches d'évaluation d'impact social qui cherchent à dépasser le cadre limitant d'une mesure de résultats ou de performance sociale, car cette dernière ne visibilise pas forcément les spécificités de l'économie sociale et solidaire et, surtout, elle risque d'induire standardisation et normalisation.

Que demandons-nous ?

- Une relation partenariale avec les pouvoirs subsidiaires basée sur la confiance
- Une meilleure connaissance de l'économie sociale et solidaire par les acteurs institutionnels
- Une reconnaissance des fonctions internes de soutien (gestion financière, gestion des ressources humaines, administration, coordination et communication) dans les subsides
- Un droit aux essais-erreurs, comme pour toute politique de recherche et développement
- Des évaluations au service de la finalité sociale poursuivie.

Pourquoi demandons-nous ces mesures ?

- Pour renforcer la qualité du travail de l'ESS
- Pour favoriser l'innovation sociale
- Pour augmenter l'impact social
- Pour le bien-être des équipes.

2 - Voir les différentes analyses de SAW-B sur le sujet, basées sur les nombreuses évaluations d'impact social réalisées ces dernières années, dont [celle sur impact et performance sociale](#)



**Des
revendications
sectorielles et
transversales**

1.

Subventionner en partie et de manière structurelle les repas distribués dans les collectivités.



Pourquoi cette proposition ?

Entre 4 et 5 euros, c'est le montant par jour pour les repas d'un détenu. De 3,75 (dans les homes de chez Orpea, avant le scandale) à 6 ou 7€, c'est le prix approximatif de quatre repas dans une maison de repos. Avec des montants pareils, il est impossible d'offrir une alimentation de qualité et variée intégrant un apport suffisant en fruits, légumes... Garantir l'accès à une nourriture saine est un des meilleurs services rendus en termes de bonne santé.

Plusieurs politiques ont été mises en place sous cette législature pour favoriser le développement de filières de production, transformation et distribution de produits issus d'une agriculture locale (pensons notamment aux hubs logistiques). Agir directement sur la composition de l'assiette et sur son coût favorise la réussite de ces projets.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Nous demandons une intervention de 50 % dans l'achat de marchandises locales, et de 70 % pour le local-bio. Avec un maximum de 0.5 € dans l'assiette. En subventionnant à hauteur de 0,5 € les repas de collectivité, on permet aux entreprises du territoire répondant aux exigences de qualité de concurrencer d'autres opérateurs tout en offrant des denrées produites et transformées ici.



Quel bénéfice pour la société ?

Les bénéfices généraux sont nombreux.

- Offrir des repas de meilleur goût et plus équilibrés.
- Offrir des repas sains, bons pour le corps, qui améliorent la santé (une vraie mesure de prévention quand les aliments sont bios).
- Améliorer l'accessibilité de ces repas de qualité.
- Assurer un revenu décent aux producteurs et aux entreprises de transformation, ce qui favorise le développement de l'agriculture locale tout en offrant des conditions de travail correctes et respectueuses.
- Investir dans une agriculture respectueuse de l'environnement et des limites de la planète bénéficiera à toute la population.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Des écoles proposent des collations durables sous forme de soupe ou de fruits frais. Grâce à cette mesure, des producteur-trices peuvent vendre leurs produits à un prix juste soutenant ainsi toute une vie productive sur un territoire, des Centre d'insertion (CISP) préparent les soupes qui ensuite sont distribuées, dans certains endroits, par des structures de livraison à vélo. Les enfants ont un apport en fruits et légumes, sains, locaux et en découvrent qu'ils n'ont parfois jamais mangés.





Des structures de l'ESS qui agissent sur cette revendication

- Les ceintures alimentaires et les réseaux alimentaires en circuits courts
- Le Collectif 5C³
- Les CISP
- ...

2.

Développer des législations environnementales et sociales exigeantes qui mettent toutes les entreprises sur le même pied pour éviter que les bons comportements ne soient défavorisés par des politiques qui favorisent les produits fabriqués dans des conditions sociales mauvaises et respectant peu ou pas l'environnement.



Pourquoi cette proposition ?

Soyons francs, mal faire les choses aujourd'hui est bien plus porteur que de respecter la nature et l'environnement, les droits sociaux des travailleurs et travailleuses ou tout simplement de payer son impôt des sociétés. Amazon, Shein, Total... ne sont que la partie émergée d'un iceberg, bien d'autres entreprises suivent les mêmes logiques. Limiter la durée de vie d'un produit pour inciter au rachat, exploiter les populations de Chine, du Vietnam ou du Bangladesh, corrompre des gouvernements pour construire des pipelines qui détruisent la planète, délocaliser, imposer des cadences folles ici ou ailleurs, remplacer les travailleurs par des machines, vendre des aliments bourrés de produits toxiques... Toutes ces choses rapportent plus et sont bien plus valorisées socialement et politiquement.

Chercher à bien faire, c'est une montagne de difficultés en plus, tout en gagnant moins et en se faisant monter du doigt par celles et ceux qui disent « votre modèle économique n'est pas rentable, vous devez vous professionnaliser, vous devez être plus compétitif, changer d'échelle, vos engagements sociétaux ou environnementaux nous font perdre de l'argent⁴ » ... alors que c'est tout le contraire.

Les marchés publics sont un autre exemple de cette dérive. La logique du prix (le plus bas l'emporte) est l'angle privilégié pour l'ensemble des marchés publics, peu importe la qualité.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

L'ESS s'impose des contraintes sociales, et souvent aussi environnementales, pour offrir un cadre de travail plus respectueux des travailleurs et travailleuses, tout en investissant localement, en

3 - Le collectif 5C rassemble une quarantaine de coopératives citoyennes belges. Il fédère, construit et diffuse le modèle de production et de distribution en circuit court en renforçant les dynamiques coopératives entre producteurs, consommateurs et distributeurs.

4 - On peut penser à la démission du CEO de Danone ou encore les annonces récentes du groupe Disney de revenir à des films plus classiques, intégrant moins de préoccupations en termes de diversité de genre, culturelle...

proposant des emplois à des personnes peu ou pas qualifiées et en répondant à des besoins que d'autres ne remplissent pas, sans oublier de prendre en compte les externalités. Elle joue également un rôle important en matière de prévention. Imaginez toutes ces activités et leur potentiel développement si des règles sociales et environnementales plus strictes étaient imposées à toutes les entreprises !

Pour permettre le développement de ces modèles, il importe que tous les acteurs de la chaîne aient les moyens de se développer.



Quel bénéfice pour la société ?

- Des réglementations plus strictes au niveau social et environnemental est bon pour l'environnement et les droits sociaux de tout un chacun.
- Une mise en concurrence plus juste favorise le développement territorial et l'emploi localisé.
- Ces réglementations sont aussi précurseuses et mettent la Belgique à la pointe.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Une étude⁵ montre que pour 1€ dépensé dans l'achat de nourriture aujourd'hui, le coût des dommages de cette nourriture équivaut en moyenne à 1€ (aux USA on est plus près de 2€, au Royaume-Uni, c'est 0,97). Cela signifie que pour 1€ dépensé dans l'achat de nourriture (non bio), cela coûte près de 1€ en à la société en matière de soins de santé, de dégâts sur l'environnement... Dans ces dommages, les coûts en matière de santé sont plus élevés que les coûts environnementaux mais ceux-ci sont tout de même très élevés.



Des structures de l'ESS qui agissent sur cette mesure

- Cabas, Carolostore et toutes les initiatives ESS de distribution/commercialisation de produits en circuits courts
- Ressources
- Les entreprises d'insertion
- ...

5 - Michel Duru et Anthony Fardet, « [Les coûts cachés de notre alimentation](#) », 2022

3.

Intégrer l'économie sociale et solidaire dans les programmes scolaires dès le secondaire et dans toutes les disciplines.



Pourquoi cette proposition ?

Tous les jours ou presque des personnes disent découvrir l'économie sociale et solidaire. Elles s'étonnent de ne pas en avoir entendu parler avant dans leur parcours scolaire, que ça ne fasse pas partie des propositions dans les projets de jeunes entreprises ou des rencontres scolaires. Les coopératives ne sont jamais ou quasi jamais présentées comme un modèle d'entreprise. Quelques personnes nous parlent d'un moment dans un cours, ou d'un master en particulier, uniquement dans des masters à orientation économique. Ce modèle économique n'est jamais abordé dans les écoles d'ingénieurs, de droit, de sciences... Pourtant, les jeunes sont de plus en plus demandeurs de modèles économiques qui intègrent des préoccupations sociales, environnementales, démocratiques.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

L'ESS, pour se développer, a besoin de personnes intéressées par son approche avec des compétences très variées. Plus l'économie sociale et solidaire sera connue, plus elle pourra prendre de l'ampleur et répondre aux besoins des personnes et des territoires.



Quel bénéfice pour la société ?

- La possibilité de développer plus d'entreprises d'économie sociale et solidaire intégrant des enjeux sociaux et environnementaux en favorisant le développement économique.
- Le renforcement de la curiosité et de l'esprit critique des jeunes et des étudiant·e·s.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

L'Innovation Camp est un challenge de 32h réunissant une quinzaine d'équipes multidisciplinaires de 100 étudiants de la Haute Ecole Provinciale de Hainaut-Condorcet Charleroi. Lors d'une journée en 2023, ces étudiants ont eu l'opportunité d'initier, de présenter et de défendre devant un jury de professionnels une solution créative, durable et innovante face à une problématique réelle soumise par une entreprise d'économie sociale. Il s'agit d'une occasion unique de mettre en pratique les connaissances des étudiants, de les tester en situation, et de les faire ensuite évaluer par des experts.



Des structures de l'ESS qui agissent sur cette revendication

- Déclic en perspectives
- SAW-B
- ...

4.

Soutenir et renforcer l'accompagnement psychosocial des stagiaires en formation afin de mieux soutenir l'insertion.



Pourquoi cette mesure ?

Les personnes les plus éloignées de l'emploi cumulent souvent les difficultés. En plus de n'avoir pas les compétences requises ou de ne pas correspondre à certains besoins ou cadres professionnels, elles font face à des obstacles sociaux, médicaux, d'apprentissage, financiers, administratifs... Elles ont alors besoin d'un accompagnement social en plus d'un accompagnement pédagogique et formatif.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Plus on reconnaît les personnes dans leur globalité, plus on tient compte de leurs réalités complexes, plus on renforce les processus d'intégration professionnelle. Les centres d'insertion socio-professionnelle, avec une reconnaissance de ce rôle d'accompagnement psychosocial, peuvent multiplier leur impact et favoriser l'insertion sociale, professionnelle et la remise à l'emploi dans les logiques les plus pérennes.



Quel bénéfice pour la société ?

- Une augmentation du nombre de personnes à l'emploi.
- Une diminution des difficultés dans le parcours d'insertion.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Un responsable d'un organisme d'insertion bruxellois explique que 50% des stagiaires de sa structure souffre d'un trouble dys- (dyslexie, dysgraphie...), de TDAH et/ou de problème de santé mentale. La plupart d'entre eux ignorent cette condition avant d'arriver au sein de cette structure. Grâce à un projet pilote, le service a pu bénéficier d'une aide pour organiser des diagnostics et ainsi améliorer l'accompagnement et l'insertion des personnes.



Des structures de l'ESS qui agissent sur cette revendication

- L'Interfédé et ses membres (CAIPS, ALEAP, UNESSA, AID et Lire et écrire)
- L'ensemble des CISP, IDESS et EI...
- ...

5.

Faire respecter la réglementation sur l'intégration des clauses responsables (clauses sociales, éthiques, environnementales et circulaires) dans les marchés publics et généraliser l'obligation d'envisager l'intégration de ces clauses et de justifier sa décision (à tout le moins pour les marchés supérieurs à 140.000€).



Pourquoi cette mesure ?

Un marché public est un contrat conclu à titre onéreux entre un acheteur public et des personnes publiques ou privées, et qui répond aux besoins de cet acheteur public en matière de fournitures, services et travaux. L'acheteur public répond aux besoins d'une collectivité de citoyens inscrite sur un territoire déterminé (commune, province, intercommunale...). Le marché public ne peut se réaliser que grâce aux moyens financiers générés par les membres d'une collectivité. Les clauses responsables sont aussi un moyen de contrôle indirect du citoyen sur l'utilisation des deniers publics.

Les marchés publics jouent un rôle crucial en encourageant des engagements sociaux, environnementaux et éthiques, ainsi qu'en favorisant le développement de modèles d'entreprises plus responsables qui soutiennent les emplois locaux. Actuellement, il existe des réglementations pour l'intégration de ces clauses responsables. Cependant, le non-respect de ces dernières ne donne lieu à aucune sanction. Il semble paradoxal que des actions publiques puissent rester impunies en cas d'illégalité, ce qui va à l'encontre des discours prônant la fermeté face à des actes transgressant les lois⁶. Lorsque l'intégration de ces clauses est réalisée, que ce soit sur une base obligatoire ou volontaire, le contrôle de la réalité de leur exécution doit également être prévu et organisé pour en assurer le respect.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Le respect de la législation favorisera le développement de l'économie sociale et solidaire en multipliant les opportunités pour les entreprises de l'ESS et en accroissant les partenariats entre acteurs de l'ESS, de l'économie privée lucrative mais aussi avec les acheteurs publics.



Quel bénéfice pour la société ?

- Développement de l'ESS et donc d'emplois de qualité sur le territoire.
- Respect des législations mises en place par l'Etat.
- Possibilité de marchés publics dépassant le critère du prix pour intégrer des conditions sociales et environnementales favorables à toutes et tous.

6 - Voir l'analyse de François Genot : [«100% de marchés publics responsables : un mirage ?»](#)



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Renowatt est un programme permettant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments publics. Il a cette particularité d'inscrire les clauses sociales en conditions d'exécution et en critère d'attribution. La clause sociale en critère d'attribution oblige le soumissionnaire à évaluer ce qu'il peut réaliser comme effort supplémentaire par rapport à la condition d'exécution. Pour être le plus juste dans sa proposition auprès du pouvoir adjudicataire, il doit prendre contact avec SAW-B pour évaluer cet effort complémentaire. Inscrire la clause sociale en condition d'exécution comme en critère d'attribution, c'est un choix politique de l'adjudicateur renforçant sa volonté d'intégrer plus encore des personnes fragilisées économiquement, socialement, physiquement. Le marché public LUWA s'est également inscrit dans la même logique.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- SAW-B
- Les ETA
- Le réseau des facilitateurs clauses sociales en Wallonie et à Bruxelles
- Des entreprises d'économie sociale

6.

Augmenter la TVA sur les produits polluants et sur des produits non essentiels (kérozène, les fraises en hiver...).



Pourquoi cette proposition ?

La TVA joue un rôle particulier en matière d'imposition. Elle existe pour payer les charges d'un service en particulier (service public, principalement). Il arrive régulièrement qu'on propose de diminuer la TVA sur tel ou tel produit. Ce type de mesure est avancé comme un moyen de réduire le prix final et/ou pour favoriser la consommation de certains produits ou services. Malheureusement, les baisses de TVA ont rarement l'effet escompté et la baisse de cette imposition se reflète rarement dans le prix final. Par contre, l'assiette d'imposition diminue avec comme conséquence des revenus moindres pour la prise en charge des services publics.

A côté de cette réalité, il serait intéressant d'augmenter la TVA sur certains produits, particulièrement polluants, dont les conséquences en termes de production et de consommation sont plus néfastes pour l'environnement ou la population. Ainsi, on inciterait à moins consommer ce produit avec moins d'effets sur l'assiette fiscale générale.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Si les baisses de TVA se reflètent peu sur le prix final et n'améliorent donc que modérément voire pas du tout la consommation des produits visés par la baisse, elles affectent le budget de l'Etat et, de facto, peuvent amener à réduire les services publics, les aides ou les budgets affectés à

des politiques publiques. De manière directe ou indirecte, elles diminuent les moyens des entreprises d'économie sociale et solidaire, de ses consommateurs, ses clients, ses bénéficiaires. Par contre, une augmentation de la TVA sur certains produits plus polluants ou fabriqués dans de moins bonnes conditions peut inciter à se tourner vers de meilleurs produits ou services, y compris fabriqués ou développés par l'ESS.



Quel bénéfice pour la société ?

- Moins de produits polluants vendus
- Une concurrence plus juste
- Un maintien des moyens de l'Etat.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

L'absence de taxe sur le kérozène d'avion est un avantage fiscal face aux autres moyens de transport alors que c'est le moyen de transport le plus polluant. La TVA sur les billets d'avion est aussi très faible. L'argent récolté sur une taxe kérozène, par exemple, est évalué à plus de 30 milliards d'euros pour l'Union européenne et pourrait permettre de financer le développement du transport par trains, par exemple.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- SAW-B
- Des associations environnementales
- ...

7.

Développer des législations innovantes qui facilitent des modèles alternatifs en matière de logement.



Pourquoi cette mesure ?

Se loger coûte de plus en plus cher et les logements manquent. Quand les revenus sont insuffisants, il est très compliqué de trouver un appartement à louer dans des conditions décentes. Construire plus, notamment des logements sociaux, prend du temps et les espaces disponibles pour ériger des immeubles manquent. Partant de là, il importe d'avoir une politique du logement pro-active, mais aussi innovante. Or, les législations ne sont pas adaptées à des modèles d'habitat qui sortent des cadres classiques. Pourtant, de plus en plus d'initiatives existent pour tester d'autres approches (habitat groupé, community land trust, occupation temporaire, habitat léger, coopératives d'habitat...), mais ces options sont parfois entravées par des législations rigides.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

L'innovation est au cœur de l'économie sociale et solidaire depuis sa genèse. De nombreuses initiatives en matière de logement s'inscrivent dans l'ESS. Des législations qui permettent de tester des modèles novateurs, ancrés dans une politique sociale du logement et favorisant l'habitat pour tous et toutes, sont un gage pour pérenniser ces innovations et en soutenir de nouvelles.



Quel bénéfice pour la société ?

- L'accès au logement et à l'habitat à des prix abordables pour un plus grand nombre.
- Stimuler l'innovation dans le domaine du logement et de l'habitat.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Les coopératives d'habitants suscitent un intérêt grandissant en Europe, au point que des grandes villes comme Barcelone, Amsterdam ou Munich ont établi de véritables programmes politiques afin de faciliter le développement de ces modèles. Zürich abrite 40.000 logements en coopérative dont les loyers sont 30% moins chers que dans le privé. Or, aujourd'hui, les coopératives d'habitat se comptent sur les doigts de deux mains en Belgique francophone, malgré un engouement pour ce modèle bridé par de nombreuses contraintes légales, perpétuant la crise du logement abordable. Cette situation perpétue la crise du logement abordable, soulignant la nécessité d'une alternative indispensable face à ce défi persistant dans de nombreuses villes.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- CLTB
- Communa
- Fair Ground
- Fedicoop (Fédération wallonne des Coopératives Immobilières agréées Entreprises Sociales)
- ...

8.

Favoriser l'accompagnement dans l'accès au logement et dans sa pérennité.



Pourquoi cette mesure ?

Comme nous l'avons dit plus haut, l'accès au logement est difficile. Les raisons sont multiples et pas seulement financières. Se loger nécessite parfois un long parcours et des aides pour favoriser un accès pérenne (comprendre un bail, échanger avec un propriétaire, négocier des assurances, entretenir le bien...). Il y a bien sûr des associations spécialisées dans l'accès au logement pour des personnes sortant de la rue par exemple, mais ce sont aussi les cadres de l'accès au logement qui ont besoin d'être expliqués et compris. Il y a donc un fort besoin pour les structures qui

travaillent sur cet accès de continuer à accompagner les personnes une fois celles-ci installées dans un premier logement. La reconnaissance de cette réalité est essentielle pour permettre à ces projets de déployer leur plein potentiel.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Une pérennité dans le logement pour des populations plus fragilisées, au cœur des préoccupations de l'ESS, et la reconnaissance du travail d'accompagnement fait par les structures concernées.



Quel bénéfice pour la société ?

- L'accès pérenne au logement dans des conditions décentes pour les locataires, les habitants mais aussi pour les propriétaires.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Trouver un logement peut être une opération compliquée quand on n'a pas la compréhension ni les ressources pour savoir où chercher, mais une fois le logement trouvé, les besoins restent nombreux pour lire un bail, choisir un fournisseur de gaz et d'électricité, faire attention à ses consommations, s'adapter à un nouveau logement, un nouveau quartier, trouver une maison médicale ou du personnel soignant...



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Habitat et participation
- CABASAS
- RAPel
- Les structures qui font du Housing first
- Pass-ages
- Habitat & Humanisme
- ...

9.

Reconnaître les entreprises de travail adapté (ETA), acteur majeur de l'ESS et acteur économique à part entière.



Pourquoi cette mesure ?

Les ETA sont à la fois des entreprises comme les autres, soumises à la concurrence, aux réalités du marché économique... ET des entreprises différentes parce qu'elles offrent un emploi, et un cadre de travail, à des personnes en situation de handicap. C'est leur finalité sociale qui en fait un acteur phare de l'ESS, mais qui entrave parfois aussi leur reconnaissance comme acteur économique à part entière. Elles ont besoin qu'on leur donne la même place que les entreprises classiques, tout en tenant compte de leurs spécificités, car elles jouent un rôle majeur dans la mise à l'emploi de publics qui ne trouvent pas leur place dans le marché classique, mais aussi parce qu'elles peuvent remplir des missions socio-économiques essentielles à un niveau local, sans risque de délocalisation.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Plus on reconnaît le rôle économique des ETA, plus elles peuvent jouer leur rôle social. Et plus on reconnaît leur rôle social dans son entièreté, plus elles peuvent jouer leur rôle économique.



Quel bénéfice pour la société ?

- Les ETA répondent à des besoins sociaux que ni l'Etat ni le marché classique ne remplissent.
- Elles favorisent l'intégration des personnes en situation de handicap et leur permettent de participer à la vie collective.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Les ETA ont des activités multiples et variées dans tous les domaines : montage de vélos, produits cosmétiques, call-center pendant le covid pour le tracing, blanchisserie, boulangerie, végétalisation des toits, montage électrique, mécanique, etc.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Eweta
- Febrap
- Et toutes les entreprises de travail adapté

10.

Elargir les critères des instruments financiers publics destinés aux coopératives d'économie sociale.



Pourquoi cette mesure ?

En Wallonie et à Bruxelles, il existe des instruments financiers publics offrant un ensemble de solutions financières qui viennent soutenir la création et le développement des coopératives d'économie sociale et solidaire dans leur levée de fonds. En Wallonie comme à Bruxelles, le dispositif permet d'intervenir en fonds propres (capital) et/ou via l'octroi de prêts (ordinaires, subordonnés, convertibles).

Ces deux dispositifs financiers ont démontré toute leur pertinence et utilité. Toutefois, ils présentent des limites d'intervention (200.000 €/coopérative en Wallonie et 250.000 €/coopérative à Bruxelles) qui ne permettent pas de soutenir financièrement les coopératives à haute intensité capitalistique.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Revoir les plafonds des dispositifs financiers destinés aux coopératives d'ESS afin de soutenir des projets coopératifs ambitieux permet aux coopératives de changer d'échelle.



Quel bénéfice pour la société ?

D'après le COOP Monitor 2021, la coopérative est un modèle plus résilient et qui supporte mieux les crises. Si les coopératives représentent 1% des entreprises belges, elles contribuent pour 3% du PIB. Elles ont un taux de survie plus élevé que les PME. Le taux d'emploi au sein des coopératives a augmenté de 17,8% entre 2011 et 2019.

Les chiffres le prouvent, les coopératives sont des modèles économiques qui fonctionnent et qui contribuent au développement social, économique et territorial de la Belgique.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Les porteurs de projet se retrouvent dans des situations paradoxales : on leur reproche souvent de ne pas être suffisamment ambitieux, on les intime à voir grand, à mener des projets d'envergure, mais lorsque qu'ils se retrouvent face à des financeurs, d'économie sociale ou classique, on leur rétorque que leurs projets ne sont pas réalistes, que leurs chiffres ne sont pas fondés. Ce qui a *in fine* pour conséquence que les entrepreneurs sociaux se limitent dans leurs ambitions.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Les agences-conseil
- W.Alter (Wallonie-Entreprendre)
- Brusoc (Finance&Invest Brussels)
- ...

11.

Garantir la pérennité de l'éducation permanente.



Pourquoi cette mesure ?

L'éducation permanente (EP) telle qu'elle est mise en place en Fédération Wallonie-Bruxelles se distingue en termes d'évaluation (et auto-évaluation) par rapport à d'autres politiques publiques. Sa reconnaissance institutionnelle, son organisation et son évaluation reflètent un intérêt commun pour l'éducation tout au long de la vie, accessible à tous, y compris aux personnes défavorisées sur le plan socio-culturel, dans un contexte de pluralisme indispensable. La citoyenneté ne s'acquiert pas naturellement ; elle se construit de manière constante pour nourrir la démocratie. Reconnaître l'éducation permanente revient à valoriser l'esprit critique et la participation, tout en luttant contre l'obscurantisme et le repli sur soi.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

À travers les valeurs qu'elle promeut et ses principes, notamment la participation à la vie économique, sociale et démocratique, l'économie sociale et solidaire compte parmi ses membres des acteurs engagés dans l'éducation permanente. Depuis ses débuts, l'économie sociale et solidaire aspire à favoriser et à renforcer l'accès à une citoyenneté plurielle. Elle contribue à la réalisation d'un objectif collectif visant à assurer l'accès à une éducation populaire y compris au sein des entreprises d'économie sociale et solidaire.



Quel bénéfice pour la société ?

- Renforcer la citoyenneté pour toutes et tous.
- Soutien au pluralisme démocratique et à la lutte contre les extrémismes



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Le travail en EP s'adresse à un public très varié et sort des formations professionnalisantes ou axées compétences professionnelles pour proposer de développer des savoirs, savoir-faire et savoir-être citoyens, démocratiques. L'éducation permanente s'adresse à toutes les personnes adultes dans un cadre professionnel ou non, en journée et en soirée, le week-end. Elle permet à de nombreuses personnes de développer un esprit critique et favorise leur émancipation. Par exemple, de nombreuses structures d'éducation permanente mettent en place des outils pédagogiques et des formations sur le système fédéral belge, les élections, les programmes politiques pour permettre à chacun-e de se faire son propre avis, tout en travaillant pour lutter contre les extrémismes.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- FESEFA
- CIEP
- CAL
- ...

Reconnaître et affirmer le rôle prépondérant de la culture pour le vivre-ensemble et la vigueur démocratique.



Pourquoi cette mesure ?

Un peuple sans culture est comme un jardin sans fleur, dépourvu de couleur et de diversité. La culture est le tissu qui relie les individus, façonne les identités collectives et individuelles. Elle englobe les valeurs, les traditions, les arts, la langue... qui définissent la manière dont une société perçoit le monde et interagit avec lui.

Sans culture, un peuple perd ses repères, son histoire et sa capacité à transmettre des connaissances de génération en génération. La culture est le reflet de l'âme d'une communauté, de son héritage et de son évolution à travers le temps. Elle offre un moyen d'expression et de créativité, permettant aux individus de partager leurs idées, leurs émotions et leurs expériences.

En l'absence de culture, la société est monotone, dépourvue de cette richesse qui découle de la diversité des expressions artistiques, des coutumes et des modes de vie. La culture est un catalyseur de la compréhension mutuelle, favorisant le vivre-ensemble et la tolérance.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Les acteurs culturels au sein de l'économie sociale et solidaire jouent un rôle souvent sous-estimé mais essentiel dans nos sociétés. Ils démontrent que la culture n'est pas seulement une expression artistique, mais aussi un moteur social, démocratique et économique.

Les projets culturels au sein de l'économie sociale et solidaire renforcent le lien social, promeuvent la diversité et offrent des opportunités d'inclusion à des groupes marginalisés. Les acteurs culturels au sein de l'économie sociale et solidaire contribuent ainsi à la pluralité des voix dans la société, encourageant un dialogue ouvert et renforçant les fondements démocratiques.



Quel bénéfice pour la société ?

- Cohésion sociale renforcée.
- Favoriser un dialogue ouvert, inclusif et démocratique.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Pendant le COVID, le secteur culturel n'a pas été considéré comme essentiel. Bien qu'il ait reçu des aides pour traverser la crise, le manque d'accès et de diversité culturelle a fragilisé la société et toute la population en la privant d'une réponse essentielle.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Les Grignoux
- Recyclart
- Smart
- La Tricoterie
- L'EDEN
- Le Vecteur
- Les comptoirs des ressources créatives
- ...

13.

Favoriser les plans diversité dans les entreprises d'économie sociale et solidaire sur le modèle développé par Actiris.



Pourquoi cette mesure ?

Le programme d'accompagnement mis en place par Actiris pour favoriser la diversité sociale et culturelle au sein des entreprises est une initiative louable. Il contribue à lutter contre les discriminations, à promouvoir un traitement équitable et à améliorer la politique interne des entreprises en matière de diversité (genre, origine socio-culturelle, handicap...). C'est une étape essentielle pour garantir une représentation plus juste et inclusive au sein du monde professionnel.

L'économie sociale et solidaire, bien que s'adressant à une variété de publics, doit également se pencher sur sa propre diversité interne. Les structures et instances de l'économie sociale et solidaire peuvent encore progresser pour refléter pleinement la diversité de la société dans laquelle elles opèrent. Cela implique notamment de promouvoir une représentation équitable au sein des organes de décision et de gestion.

La prise de conscience et le soutien sont des éléments clés pour tracer ce chemin vers une économie sociale et solidaire véritablement diversifiée, reflétant la richesse de nos sociétés plurielles. Cela nécessite un engagement continu, des politiques inclusives et des actions concrètes pour créer un environnement où la diversité est non seulement valorisée, mais également célébrée.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Avoir une économie sociale et solidaire ouverte et pleinement inclusive, par et pour la diversité des publics qu'elle souhaite mobiliser.



Quel bénéfice pour la société ?

- Une place pour chacun·e dans un modèle économique inclusif et diversifié.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Lors des événements de réseautage ou rassemblant l'ESS, on voit encore très souvent des assemblées qui reflètent peu la réalité de la société, mais aussi la diversité des publics touchés par l'ESS. Les cadres de l'ESS sont plus souvent des hommes, blancs, issus de milieux plus privilégiés.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Crédal
- Médor
- Coopcity
- ...

14.

Soutenir l'entrepreneuriat social au féminin et pour les personnes issues de la diversité.



Pourquoi cette mesure ?

En plus d'agir en faveur de la diversité sociale et culturelle au sein des entreprises existantes, il est aujourd'hui crucial de mettre ces mêmes enjeux au cœur des processus de création de nouveaux projets. Les projets et entreprises émergents dans le domaine de l'économie sociale et solidaire ne représentent pas toujours la diversité de nos sociétés en termes culturels, sociaux et économiques. Il s'agit d'un défi que la communauté de l'économie sociale et solidaire doit relever en encourageant activement la participation de groupes diversifiés et en offrant un soutien spécifique pour favoriser cette inclusivité.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Avoir une économie sociale et solidaire ouverte et pleinement inclusive, par et pour la diversité des publics qu'elle souhaite mobiliser.



Quel bénéfice pour la société ?

- Une place pour chacun·e dans un modèle économique inclusif et diversifié.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

La majorité des projets accompagnés sont portés par des personnes blanches, issues de milieux privilégiés. Des plans ont été mis en place pour favoriser l'entrepreneuriat au féminin et commencent à porter leur fruit comme le montre le nombre de projets portés par des femmes dans

les programmes de Coopcity ou dans l'incubateur de Crédal, mais il faut poursuivre ce travail et le renforcer pour accueillir d'autres diversités.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Crédal
- Coopcity
- ...

15.

Reconnaître, valoriser et subventionner aussi bien la composante technique qu'humaine des actions dans le secteur psycho-médico-social. La personne est un tout !



Pourquoi cette mesure ?

Lors de l'évaluation de l'impact social du travail de l'ADMR sur ses bénéficiaires, il a été démontré que la synergie entre les compétences techniques et humaines constitue la pierre angulaire de l'influence de cette structure qui intervient à domicile en milieu rural . C'est cet équilibre entre actes techniques et approches relationnelles qui favorise l'amélioration de la situation des personnes prises en charge au sein de leur domicile.

Ces mêmes conclusions sont portées par de nombreuses voix au sein des travailleurs et travailleuses des secteurs psycho-médico-sociaux. En cette période marquée par la pandémie de COVID-19 et les crises inflationnistes, il est plus que jamais nécessaire d'entendre ces témoignages et de remettre en question les modèles gestionnaires et financiers qui sous-estiment l'aspect humain de ces professions. Les conséquences actuelles sont multiples : maladies, départs du personnel, difficultés de recrutement, déshumanisation des actes, et diminution de la qualité des soins.

La dimension humaine dans l'accomplissement des actes est essentielle car elle va bien au-delà de la simple exécution technique des tâches. Elle implique une interaction directe avec des êtres humains vulnérables, souvent dans des moments de fragilité physique ou émotionnelle.

La présence humaine apporte empathie, compassion et compréhension, des éléments cruciaux pour établir une connexion significative avec les patients et bénéficiaires. En outre, elle favorise la création d'un environnement positif, encourageant la confiance mutuelle entre professionnels et les patients ou bénéficiaires. Les relations humaines jouent un rôle crucial pour l'efficacité des propositions et solutions, l'adhésion aux recommandations et le bien-être global.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

La reconnaissance de la composante relationnelle et donc humaine traverse l'ensemble du secteur psycho-médico-social mais touche aussi tous les acteurs de l'ESS qui mettent la finalité sociale au cœur de leur action et croient pleinement à la nécessité de mettre l'humain avant le profit.



Quel bénéfice pour la société ?

- Le maintien d'une vie en bonne santé et du bien-être général par l'amélioration de la qualité de l'accompagnement et des soins prodigués par les professionnel·les du secteur.
- De la prévention auprès d'une population fragilisée. Offrir de l'humanité, c'est renforcer la dignité de la personne et éviter ou freiner autant que possible une dégradation de sa situation de vie.
- Une amélioration du bien-être et de la santé des travailleur·euses du secteur en quête de sens et d'utilité sociale.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Une interaction réussie avec l'aide familiale semble source de valorisation de l'identité individuelle : le bénéficiaire de l'aide n'est plus seulement une personne aidée, mais il retrouve sa dignité dans une humanité complète retrouvée ou rendue. Il ne peut plus être réduit à une maladie ou à un handicap. Il est reconnu comme un être humain avec lequel on partage des moments d'intimité ou tout simplement le quotidien. Le partage d'une tasse de café, l'écoute, les regards, le ton de la voix, la compréhension et la douceur d'une main qui fait la toilette, le « contact humain et personnel » sont sources d'une considération fondamentale pour ce public fragilisé et isolé, dont les contacts interpersonnels sont parfois rares au cours d'une journée voire d'une semaine.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- ADMR
- Le secteur des soins de santé
- Les maisons de repos associatives
- ...

16.

Agir sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé par une meilleure intégration de la santé dans l'ensemble des politiques publiques.



Pourquoi cette mesure ?

L'état de santé d'une population est influencé par des facteurs biologiques (patrimoine biologique et génétique), par les soins de santé qu'elle peut recevoir, mais surtout par les déterminants sociaux (dont l'impact est évalué à 70 % environ). Il s'agit par exemple du niveau de revenus, du logement, de l'environnement, du niveau d'éducation, de l'emploi et des conditions de travail, des habitudes de santé et d'alimentation, des réseaux dont bénéficie le·la patient·e, de ses capacités d'adaptation, du genre et de la culture.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Les structures de l'ESS sont au contact quotidien des publics, fragilisés ou non, et agissent sur ces déterminants pour tenter d'en diminuer les impacts négatifs. Cette action est au cœur de leur métier ou une conséquence du travail qu'elles mènent. Parallèlement, ces structures souffrent parfois d'un cloisonnement des métiers et des politiques publiques. Travailler sur ces déterminants avec les acteurs de l'ESS serait un plus pour ces acteurs mais surtout pour les populations.



Quel bénéfice pour la société ?

- Une meilleure santé de la population est bénéfique pour l'ensemble de la société.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

L'obésité tue 5 millions de personnes par an dans le monde, presque deux fois plus que le paludisme, la tuberculose et le VIH réunis (Institut for Health Metrics and Evaluation). En Belgique, le pourcentage de la population adulte obèse (BMI ≥ 30) est de 16 % et le pourcentage de la population adulte en surpoids (BMI ≥ 25) est de 49 % (Sciensano). Sciensano estime aussi que le surpoids et l'obésité augmentent, au minimum, la facture en soins de santé de 4,5 milliards d'euros par an.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Fédération des maisons médicales
- La coalition santé
- Le Réseau Wallon de lutte contre la pauvreté
- ...

17.

L'accès aux aides pour les asbl et les entreprises partagées.



Pourquoi cette mesure ?

Plus de 90% des entreprises d'économie sociale et solidaire ont le statut d'asbl. Elles développent des activités économiques sous forme de biens ou de services qu'elles proposent à des publics. Subventionnées en tout ou en partie, elles répondent à des besoins non remplis par d'autres acteurs (publics ou privés lucratifs) et les aides qu'elles reçoivent des pouvoirs publics sont représentatives du rôle qu'elles jouent auprès de publics spécifiques.

Le nouveau Code des sociétés et des associations reconnaît cette activité marchande. Il apparaît alors de plus en plus surprenant que de nombreuses aides aux entreprises restent encore inaccessibles aux asbl.

De plus, les asbl font souvent le choix de réduire leurs prix pour rendre accessibles leurs produits et services au plus grand nombre, réduisant ainsi leur lucrativité, mais elles ne peuvent accéder à certaines aides malgré leur choix démocratique et social.

Dans le même esprit, les aides reconnaissent rarement les spécificités des entreprises partagées rendant l'accès aux aides difficile tant les critères sont inadaptés aux réalités de ce type de structures. Certaines politiques publiques ne tiennent pas compte de la réalité de ces entreprises malgré tous les avantages de ces modèles.

La pandémie du COVID-19 a montré tous les dangers à ne pas accorder les mêmes droits aux asbl. La crise énergétique faisant suite au conflit en Ukraine a, elle aussi, montré les conséquences de cette discrimination qui touche des associations dans des domaines comme la culture, la santé, les sports, les arts...



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

90% des entreprises de l'ESS sont des asbl, elles devraient pouvoir bénéficier des mêmes droits que les autres entreprises.



Quel bénéfice pour la société ?

- La réparation d'une inégalité.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Par exemple, une entreprise de travail adapté sous forme d'asbl employant 1000 personnes ne pourra prétendre qu'à la même aide qu'une personne physique pour une station d'épuration, alors que l'entreprise d'à côté pourra obtenir des moyens de plusieurs centaines de milliers d'euros.



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Smart
- Les asbl

18.

Former les acteurs économiques publics à l'ESS.



Pourquoi cette mesure ?

Quotidiennement, l'ESS est en contact avec des administrations et des institutions économiques que ce soit au niveau fédéral, régional mais aussi au niveau communal, provincial et supracommunal. Si certaines de ces institutions mettent en place des politiques qui intègrent l'économie sociale et solidaire, force est de constater qu'elles sont une exception et, problème plus important encore, de nombreux acteurs ne comprennent pas les spécificités de l'ESS. Cette méconnaissance a des conséquences variées et multiples dans tous les domaines avec en point de mire des mesures inadéquates ou l'absence de prise en compte des entreprises ESS dans les politiques économiques. Bien souvent, nous sommes confrontés à des préjugés qui empêchent le plein déploiement de l'ESS sur les territoires, au détriment du dynamisme économique et de l'emploi, en réponse à des enjeux sociaux et environnementaux criants.



Quel intérêt pour l'économie sociale et solidaire ?

Pouvoir discuter et travailler avec des interlocuteurs qui connaissent et comprennent l'ESS. Un vrai gain de temps et d'efficacité pour tous les acteurs.



Quel bénéfice pour la société ?

- Développement économique et social.



Un exemple concret de l'importance de cette mesure

Les initiatives d'animation territoriale, telles que les ceintures ou réseaux alimentaires, inscrivent leurs actions dans un changement profond du système alimentaire, ce qui implique aux yeux des acteurs de l'ESS que tous les porteurs de projets des filières alimentaires (producteurs, distributeurs, transformateurs, logisticiens) développent leurs projets dans ce paradigme. Et ce pour éviter de reproduire les dérives qui nous ont amenées à la situation actuelle (déséquilibre des rapports de forces, malbouffe, précarité des producteurs, etc.).



Des structures qui agissent sur cette revendication

- Concertes
- ...



Prêt·es à en discuter?

Jean-François Herz et Quentin Mortier
Co-directeurs de SAW-B

0498 12 27 64
jf.herz@saw-b.be

0483 46 22 96
q.mortier@saw-b.be

SAW·B